

# **JEAN LASSALLE**

jeanlassalle2017.fr

A l'attention de M. Matthieu Auzanneau  
The Shift Project

Paris, Lourdios-Ichère, le 20 avril 2017

Cher Monsieur,

Vous avez proposé un manifeste pour réduire au plus vite, en Europe, les émissions de gaz à effet de serre.

Fils de berger, berger moi-même jusqu'à 22 ans, aujourd'hui frère de berger, je sais que mes engagements au sujet de la nature et de l'environnement ont suscité des interrogations et des oppositions aiguës.

Certaines des organisations internationales qui se revendiquent de la cause animale, ou de la protection de la nature, se sont transformées en ambassadrices d'un « capitalisme vert », et même en commerçantes de droits à polluer.

Mais n'est-ce pas précisément l'évolution actuelle du capitalisme, son productivisme effréné, qui pille nos ressources naturelles ? L'ampleur des problèmes qui nous assaillent n'impose-t-elle pas de s'en prendre à ce système ? Le végétal a été industrialisé. On a breveté les plantes, qui auparavant appartenaient à tout le monde. L'animal a perdu sa ferme familiale pour d'immenses étables, d'immenses abattoirs, suivis de non moins immenses entrepôts, destinés à la surconsommation d'une partie seulement de l'humanité.

Les ressources naturelles se raréfient, mangées par l'urbanisation, par la pression toujours croissante de la production et de la consommation.

La biodiversité s'éteint à une vitesse angoissante, écrasée par l'agriculture intensive, par le réchauffement climatique, par les pollutions, par les perturbateurs endocriniens.

Alors que nous arrivons devant ces abîmes, qu'ont fait nos décideurs politiques ? Ils ont ouvert la nature aux marchés, en mettant des prix sur tout.

Ils ont ainsi permis aux marchands de pétrole et aux marchands d'armes, de détruire l'homme, et la nature, en s'achetant une bonne conscience.

Pourtant, les marchés financiers ne répondent pas aux défis écologiques.

Et la normalisation centralisée, que certains proposent comme alternative, avec ses interdictions en tous sens, ne marche pas non plus.

Mon expérience m'a fait découvrir une autre voie. Celle où s'engagent des hommes décidés à gérer ensemble leurs biens communs, qui refusent de se laisser déposséder. Nous devons revenir à cette gestion commune des biens communs si nous voulons libérer la nature de la financiarisation. Nous devons assumer nos responsabilités d'humains et de citoyens. Les biens communs doivent être gérés « en bien commun », c'est-à-dire par ceux qui peuvent en porter la responsabilité, et qui mûriront leurs décisions avec tous ceux qui sont concernés.

Je crois être dans cette campagne un défenseur authentique, absolu, de la nature et de l'écologie. L'écologie que j'ai connue dès mon enfance cherche des équilibres. Ces équilibres doivent évoluer avec le temps, mais en gardant précieusement le sentier que nos pères nous ont légué.

Les possibilités qui s'ouvrent devant nous sont immenses. Le long de nos terres, s'ouvrent d'autres et immenses « terres » ouvertes, presque inexplorées : les mers, et les fonds sous-marins, dont la France détient 11 millions de kilomètres carrés. Nous ignorons encore comment les courants océaniques, qui dirigent nos climats, sont affectés par l'immense activité humaine. La puissance énorme de la houle représente, dit-on, cinq fois plus que toute l'énergie produite par l'Homme. Je veux leur consacrer un très grand effort de recherche.

Les forces conjuguées du soleil et des mers sont susceptibles de produire autant d'énergie que le pétrole, et de se substituer au nucléaire. Dans notre pays où le soleil ne se couche jamais, entre l'Hexagone et les outre-mers, comme sur le continent africain que l'on dit déshérité, comment croire que l'énergie solaire puisse faire défaut ? Je suis certain que le solaire se serait développé bien plus vite, si les intérêts pétroliers ne l'avaient freiné.

Déjà sur le photovoltaïque, la plus grande centrale d'Europe vient d'être ouverte à Cestas en Gironde. Le prix de revient de l'énergie solaire a baissé avec 30 ans d'avance sur les prédictions des experts de l'ADEME : elle est aujourd'hui moins chère que l'éolien ou le nucléaire, selon la Cour des Comptes.

Je proposerai donc un investissement massif dans l'énergie solaire. Nous avons montré le potentiel des fours solaires, depuis quarante ans, avec l'installation de miroirs dans les Pyrénées-Orientales. Mais ils posent aussi défi de l'intermittence, plus encore que le photovoltaïque. Je suis allé rencontrer les chercheurs de Font-Romeu, qui travaillent sur des alternatives aux sels fondus. Je consacrerai les moyens de recherche et d'expérimentation nécessaires au stockage de l'énergie solaire.

Au XXème siècle, le pétrole avait permis à notre civilisation une évolution technologique sans précédent. Mais les guerres dans lesquelles il nous a entraînés sont

indignes d'un pays civilisé. Vous savez, et vous expliquez au public, comment quelques grands acteurs étatiques ou privés manipulent les cours du pétrole et les informations sur cette ressource, si bien que les citoyens ont le plus grand mal à en débattre démocratiquement.

Le nucléaire a été longtemps présenté comme une alternative, mais après les accidents de Tchernobyl et Fukushima, et alors que l'ensemble nucléaire français vieillit, nous devons reposer la question.

Je n'ai pas été à Fukushima, mais j'ai été plusieurs fois à Tchernobyl. Il n'y a strictement plus rien à y voir, sinon la mort, encore la mort et toujours la mort ! Après Fukushima, les Japonais ont arrêté toutes leurs centrales, les Allemands la moitié des leurs. La France a continué comme avant. Elle risque des dizaines de milliards dans la construction de centrales encore plus grosses, les EPR, alors que nous ne sommes toujours pas sûrs de cette technologie, et que la demande mondiale porte sur les centrales classiques, plus petites. Je m'inquiète aussi pour Bure, dans la Meuse, où l'État prévoit d'enfouir des tonnes de déchets radioactifs : aucun territoire ne mériterait qu'on lui fasse porter ces risques irréversibles.

La première étape sera de rouvrir le débat. Permettons à tous les Français, sur tous les territoires, de s'appropriier ces enjeux : des choix énergétiques difficiles sont devant nous, et ils nous engageront pour longtemps. Prenons le temps de les comprendre et d'en débattre, afin d'éviter les peurs, les mécontentements et les injustices.

Nous partageons, du cœur des villes aux plus petits hameaux, le devoir de protéger la nature. C'est un principe politique qui dépasse l'administration et même le gouvernement d'un moment. Cela n'efface pas le débat d'aujourd'hui et n'évite pas celui de demain : au contraire, cela y incite.

Nous pouvons et devons nous retrouver pour en parler, pour comprendre comment notre civilisation transforme le monde, et décider ce que nous voulons faire ensemble.

Je compte sur vous. J'ai besoin de vous.



Jean LASSALLE